

Prendre le *Leave* pour ce qu'il est – Que signifie le vote en faveur du Brexit ?

L'idée de tenir un référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne était une promesse faite, en janvier 2013¹, par l'alors premier ministre Cameron à l'aile droite « eurosceptique » du parti conservateur. Les conservateurs avaient gagné les élections législatives, en mai 2015, obtenant la majorité absolue au sein du parlement. Dès lors cette question était à prendre en considération. Le 23 juin 2016, une majorité de la population du Royaume-Uni s'est rendue aux urnes (certainement pas la majorité des votants enregistrés, un peu moins de la majorité de la population en âge de voter). 52 % ont voté en faveur d'un retrait de l'Union européenne.

La chose la plus importante à retenir est que personne ne s'attendait à une victoire du *Leave*, encore moins les partisans du *Brexit* ! Les partis majeurs de la scène politique britannique n'étaient pas préparés à cette éventualité, pas plus que les grandes entreprises (malgré des slogans tels que « *les affaires continuent* » et « *nous avons un plan anti catastrophe* »). Les conséquences de cela sont que, le parti conservateur, le parti travailliste et même l'UKIP (le parti dont la raison d'être était le Brexit) sont entrés en crise tandis que l'économie sombre doucement et l'incertitude diffère les investissements et complique les échanges commerciaux.

Le vote pour le *Leave* peut sans aucun doute être perçu comme une sorte de « vote protestataire » – cela s'est clairement confirmé par le fait que ses partisans ne s'attendaient pas à l'emporter et n'avaient aucune idée de la marche à suivre pour après. Cela peut être vu comme l'ascension d'une partie de « l'aile droite nihiliste ». Dans les années 1970, il y avait les anarchistes, les hippies et les punks, qui scandaient : « *Nique le système* » sans trop se préoccuper avec quoi le remplacer – aujourd'hui, c'est au tour des nationalistes et des conservateurs sociaux mécontents. L'antimondialisation est « *le socialisme moderne des imbéciles* » (comme le disait le leader social-

démocrate allemand August Bebel à propos de l'antisémitisme)². C'est une idéologie qui a réellement pris des proportions importantes au sein de la gauche libérale dans les années 1990. Aujourd'hui, c'est de plus en plus le cheval de bataille de la droite – Trump, Poutine, UKIP, FN... – qui sont ses portes drapeaux réguliers.

Sur un plan global, la victoire du *Leave* fait partie d'une large tendance en faveur d'un protectionnisme économique et d'un isolationnisme (accompagné d'une dose plus ou moins grande de racisme et de xénophobie) facilitée par une montée de « populisme³ » politique – dans le sens de juste palabrer devant des foules de « beaux » slogans sans programme politique concret qui traiterait soit des soucis matériels de leurs partisans soit des problèmes auxquels est confronté l'accumulation du capital.

Cela peut se vérifier tant au niveau des tendances de droite (Front National, Donald Trump...) que des tendances de gauche (Syriza, Sanders, Corbyn, etc.). Au Royaume-Uni, le contexte montre de façon limpide que le vote est un vote contre les étrangers, « les autres », et tout ce qui peut être étiqueté comme tel.

Qui a voté pour le *Leave* ?

Les journaux ont rempli leurs colonnes de toutes sortes de spéculation pour connaître la raison qui a poussé tant de gens à voter *Leave* tout en se demandant qui sont-ils et où vivent-ils ? L'analyse la plus détaillée est probablement celle publiée par les sondages de Lord Ashcroft⁴ juste après la tenue

² Comme nous l'indiquions dans un ancien tract : http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/tract_0112_antimondialisation.pdf

³ Il va sans dire que l'utilisation, par les médias et les politiciens, du mot « populisme » à la place de « réactionnaire » est une insulte aux *narodniki* russes.

⁴ Lord Ashcroft est un conservateur excentrique pro-Brexit, homme d'affaires, philanthrope, éditeur politique et directeur d'un institut de sondages qui a quitté la Chambre des lords parce qu'il était trop occupé par ses

¹ Voir : <http://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-21148282>

du référendum. Les résultats ne sont pas très surprenants. L'échantillon d'électeurs ayant voté *Leave* est similaire sur le plan géographique, salarial et de l'âge à celui qui a voté UKIP aux élections législatives de 2015⁵. Pour la tranche d'âge des 18-24 ans, 73 % a voté *Remain*, celle des plus de 65 ans a voté à 60 % pour le *Leave*.

Le vote en faveur du *Leave* est également fortement corrélé à un bas salaire, un faible niveau d'éducation et un statut de sans emploi⁶. Sur le plan de l'éducation, nous pouvons noter que parmi les étudiants, ceux-ci ont voté à 85 % pour le maintien⁷ ! L'institut Ashcroft a étudié à la fois les comportements aussi bien que les données démographiques au sens habituel des deux termes, mais les résultats d'autres sondages n'ont pas créé de surprises particulières.

Par exemple, pour les votants vivant dans la zone géographique dénommée Angleterre, la plupart d'entre eux, s'identifiant comme étant « Anglais » (et non pas « Britannique »), ont voté *Leave* alors que la plupart de ceux s'identifiant comme Britannique ont voté *Remain*. Ceux s'identifiant comme chrétiens ont voté *Leave* alors que ceux se considérant musulmans ont donné majoritairement leur voix au camp du *Remain*. Plus intéressant, les partisans du *Leave* sont beaucoup plus susceptibles de penser que la vie en Grande-Bretagne est pire que ce qu'elle ne l'était il y a trente ans et croient que la situation de leurs enfants sera pire que la leur (voir la section « comportements sociaux » dans les sondages Ashcroft).

L'analyse la plus sérieuse des raisons personnelles qui ont poussé les électeurs à voter *Leave* ou *Remain* (ou plutôt quelle était leur intention de vote ?) a été effectuée par le *British Election Study*, un organisme étudiant depuis plus de cinquante ans le comportement des électeurs britanniques. Basé sur des questions ouvertes à des

autres projets politiques. On trouve le résultat de ses sondages et ses analyses, là : <http://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>

Sur Libcom, il y a un article fournissant une analyse des données :

<https://libcom.org/news/making-sense-brexit-tide-reaction-reality-racist-vote-andrew-flood-27062016>

⁵ Voir notre lettre n° 41, « *Qu'est-ce que le résultat des élections de mai 2015 au Royaume-Uni nous apprend d'utile ?* »

⁶ Corroboré par le sondage YouGov : <https://yougov.co.uk/news/2016/06/27/how-britain-voted/>

⁷ Voir : <http://www.youthsight.com/uk-students-brexit/>

votants potentiels à propos de sujets qui les concernent, le BES a créée « un nuage de mots-clefs » concernant les électeurs du *Leave* et du *Remain*.⁸ Le résultat fût saisissant. Le mot clé des votants du *Leave* qui ressort est « Immigration ». Pour les partisans du maintien, la parole qui ressort est « Économie ». Ceux qui n'arrivent pas à se décider sont occupés à penser à la fois en terme d' « Immigration » et d'« Économie ». Donc, il semblerait que le référendum soit réellement un plébiscite anti-immigrés comme beaucoup de ces derniers vivant en Grande-Bretagne et issus de pays membres de l'UE, le pensent instinctivement !

Nigel Farage (ancien dirigeant de l'UKIP et important leader de la campagne pour le *Leave*) a déclaré à plus d'une occasion qu'il était disposé à sacrifier la croissance économique en échange de moins d'immigrés⁹. Ce qui ressemble assez à une réminiscence du vieux slogan nationaliste afrikaner « *mieux vaut être pauvre et blanc plutôt que riche et mélangé* », et le résultat de l'enquête du BES semble indiquer que ce point de vue est largement partagé.

Fondamentalement, les couches de la société qui ont voté le plus probablement pour le *Leave* correspondent presque précisément au profil type de l'électeur de l'UKIP ayant participé aux élections de 2015. Mais il ne faut pas se faire prendre par le stéréotype de l'électeur blanc, ouvrier, d'âge mûr qui n'aime pas les immigrés (mais réside dans un quartier où n'en vit aucun) et arborant, en dehors de la saison footballistique, un maillot imprimé du drapeau anglais (l'homme à la camionnette blanche selon le mythe véhiculé par la presse britannique). Le vote pour le *Leave* a réuni 52 % sur une participation de 72 %¹⁰ des électeurs,

⁸ « *What mattered most to you when deciding how to vote in the EU referendum?* » (« Qu'est ce qui compte le plus quand vous décidez de comment voter au référendum sur l'UE, »), British Election Study, 11 juillet 2016. Voir : <http://www.britiselectionstudy.com/bes-findings/what-mattered-most-to-you-when-deciding-how-to-vote-in-the-eu-referendum/>

⁹ Par exemple, voir : *Independent*, 2 Avril 2015: <http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/nigel-farage-warns-a-cap-on-migrants-coming-to-britain-impossible-despite-advocating-it-10153018.html>

¹⁰ « *Brexit: All you need to know about the UK leaving the EU* », (« Brexit : tout ce que vous avez besoin de savoir sur le RU quittant l'UE ») BBC News, 10 août 2016 :

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-32810887>

ce qui représente plus de 15 millions de personnes¹¹. Au sein de toutes les catégories examinées par les sondeurs, il y a un vote significatif en faveur du maintien.

Même parmi ceux âgés de plus de 65 ans, 40 % ont voté pour le maintien, et parmi ceux dont la tranche des salaires est la plus basse, le vote pour le maintien a récolté de 36 % à 38 % des voix (cela dépend de la méthode utilisée pour classer les salaires). La seule partie du Royaume-Uni où nous pouvons écrire que le résultat du vote a été net est Gibraltar où la population (dont les emplois dépendent presque exclusivement du tourisme et de la finance) a voté à 95,9 % pour le maintien !

Même les discussions très en vogue à propos des différences régionales, qui très probablement conduiront à la désintégration du Royaume-Uni (si l'Écosse relance son référendum et vote en faveur de l'indépendance), montre que celles-ci ne sont pas *tellement* extrêmes – 38 % des votes en Écosse étaient en faveur du *Leave* (ce n'est pas vraiment une minorité insignifiante) et en Irlande du Nord, 44 % ont voté *Leave*. En somme, la division *Leave/Remain* persiste au sein de la société britannique, et donc il n'est pas surprenant de constater qu'il n'existe pas une seule explication pour comprendre pourquoi les gens ont voté pour l'une ou l'autre proposition. Pour un référendum tenu dans un État considéré plus ou moins comme une démocratie libérale, il est impossible d'en prédire son issue parce qu'il existe des forces trop nombreuses poussant dans différentes directions.

Cependant, en plus de la montée en Europe d'un large sentiment anti-immigrés, il y a d'autres raisons importantes, spécifiquement britannique qui expliquent la victoire du *Leave* :

- La plupart des gens au Royaume-Uni n'y connaissent pas grand-chose à l'UE¹². En

¹¹ Sur environ 50 millions d'adultes au RU, jusqu'à 9 millions pourraient ne pas être inscrits sur les listes électorales. Voir : « *British Politics and Policy* » LSE blog, « *The next generation of voters? Getting the 'Missing Millions' back on to the UK's electoral register* » (« La prochaine génération de votants ? ramener les millions manquants sur les listes électorales », <http://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/the-next-generation-of-voters-getting-the-missing-millions-back-on-to-the-uks-electoral-register/>

¹² « *Britons among least knowledgeable about European Union* » (« Les Britanniques sont parmi ceux qui en savent le moins sur l'UE », *Guardian*, 27 novembre 2015 :

fait, ils semblent en connaître moins à son propos que la plupart des « citoyens » des autres pays membres.

- La force des journaux de droite anti-UE. Les chiffres de diffusion des principaux torchons pro-Brexit parlent d'eux-mêmes : le *Sun* (1,7 million de lecteurs), *Daily Mail* (1,5 million), le *Daily Telegraph* (0,5 million), le *Daily Express* (0,4 million), le *Daily Star* (0,5 million)¹³. Cela représente 4 millions et demi de lecteurs lisant quotidiennement ces papiers de propagande, à une époque où la diffusion de journaux imprimés décline rapidement. Il faut également signaler que plus de 14 millions de personnes (au niveau mondial) visitent quotidiennement le site du *Daily Mail*. En revanche, les principaux journaux anti-Brexit – *The Times*, *The Financial Times* et *The Guardian* diffusent ensemble moins de 900 000 exemplaires¹⁴.
- Les deux principaux partis connaissent des divisions internes à propos du Brexit et leurs dirigeants n'ont pu faire campagne avec conviction contre la sortie de l'UE. C'est particulièrement vrai pour le Parti travailliste qui était (et l'est toujours au moment où nous écrivons) dirigé par Jeremy Corbyn, un travailliste de gauche vieux-style, partisan du protectionnisme et de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Sa longue histoire politique est liée à son opposition à l'UE. En 1975, lors d'un référendum, il était en faveur du retrait du Royaume-Uni de la CEE et, en 1992, il s'opposa à la ratification du traité de Maastricht.
- Le samedi 2 juillet, une « Marche pour l'Europe » s'est déroulée dans le centre de Londres réunissant une dizaine de milliers de personnes exprimant leur consternation à propos du résultat du référendum. Il est

<https://www.theguardian.com/news/datablog/2015/nov/27/brits-least-knowledgeable-european-union-basic-questions>

¹³ *PressGazette*, 21 juillet 2016 :

<http://www.pressgazette.co.uk/abc-figures-national-press-sees-june-brexit-vote-boost-in-print-and-online/> Bien que la position du *Daily Star* ne fût pas aussi claire que celle des autres... L'un de ces plus mauvais tabloïds comprend principalement des histoires sur le sport et des photos de femmes en petite tenue, et n'a pas suivi une ligne éditoriale fixée sur l'appartenance à l'UE, mais ses choix récents indique un clair choix en faveur du Brexit.

¹⁴ *Ibidem*.

symptomatique de n'avoir vu aucun parti politique y participer, excepté les Libéraux-démocrates (qui ont toujours été franchement pro-UE). Il n'y avait également aucun syndicat. L'explication évidente est que presque toutes les organisations impliquées sur la scène politique étaient trop divisées pour y participer ! Ce scénario s'est reproduit à nouveau lors de la seconde marche, organisée le 3 septembre – où seuls les Libéraux-démocrates ont fièrement participé.

- A ce stade, jetons un coup d'œil aux raisons stupides invoquées pour expliquer le nombre élevé des votants en faveur du Brexit :

« Une révolte contre l'élite urbanisée libérale inaccessible, ». Cette idée est répandue au sein de la presse de droite, mais pas seulement – jetez un coup d'œil sur un site internet *« Trade Unionists against the EU »* (Syndicalistes contre l'UE) si vous voulez découvrir la version de « gauche ». Bien sûr, cette idée est fondée sur l'hypothèse que la classe ouvrière n'existe pas dans les centres urbains du Royaume-Uni, particulièrement à Londres. La majeure partie des lieux appelés centre de Londres a voté pour le *Remain*. Les partisans de l'idée de « l'élite libérale » pourraient faire remarquer que toutes ces zones ont des poches « gentrifiées » et donc, grâce aux stéréotypes diffusés par les médias et la propagande des agents immobiliers, ne sont plus « des quartiers ouvriers ».

Mais les chiffres officiels à propos de tous les « indices de pauvreté multidimensionnelle » (mesures utilisées par les organismes gouvernementaux pour estimer le niveau de paupérisation économique et social) racontent une autre histoire¹⁵. Malgré ses dîners blairistes (apparemment...), Islington reste l'un des arrondissements les plus pauvres de Londres et est classé sur le plan national dans le top dix des municipalités regroupant tous les indices de pauvreté (et bat systématiquement Liverpool, Manchester et Blackpool au niveau de tous les indicateurs mesurant le merdier). Islington a voté à 75 % pour le maintien.

Tower Hamlets arrive systématiquement au sommet du classement pour les conditions de misère

¹⁵ « *English Indices of Deprivation 2015* » (« Indices anglais de pauvreté »), Greater London Authority, mai 2016 : <https://files.datapress.com/london/dataset/indices-of-deprivation-2015/2016-05-24T18:16:14/indices-deprivation-2015.pdf>

sociale – par exemple, « *Tower Hamlets a le plus haut taux de foyers à faible revenu, ayant comme conséquence de plonger les enfants de ces familles dans la pauvreté plus que dans toutes autres municipalités du pays avec presque 40 % d'enfants concernés vivant dans cet arrondissement*¹⁶ ». Résultat du vote ? Plus de 67 % pour le maintien dans l'UE. D'autres centres de l'élite privilégiée à travers le Royaume-Uni incluent Manchester (64,4 % pour le maintien) et Liverpool (58,2 %).

« Un témoignage de la pauvreté dans les régions post-industrielles ». Il est certainement possible de trouver quelques endroits du Royaume-Uni qui correspondent à ce profil. Les médias ont montré une réelle obsession à propos de Sunderland, par exemple, où le vote pour le *Leave* a été important, 61,3 %. Sheffield est un autre exemple classique de ville « post-industrielle », comme le prouvent les nombreux musées industriels devenus des attractions touristiques, et il est vrai que le *Leave* l'a emporté... avec un vote massif de 51 % !

D'autres chiffres peuvent être trouvés à propos des résultats du référendum sur les pages internet de n'importe quel journal britannique de bonne réputation¹⁷. Néanmoins, il faut signaler que, sur les dix villes les plus déclinantes du Royaume-Uni (déclin mesuré en terme d'emploi, de compétences, de population, etc.), neuf d'entre-elles ont voté *Leave* avec une faible marge, sauf Dundee (Écosse).¹⁸.

« Vraiment, un vote contre l'austérité ? » Cette idée était populaire chez les gauchistes et les libéraux qui prenaient leur désir pour la réalité, incluant les partisans du « Lexit »¹⁹. Le BES montre combien cette idée est invraisemblable.

Les conséquences du vote

Peut-être que la pire conséquence de la surchauffe engendrée par le Brexit est la façon dont ont été créées toutes sortes de fausses polarisations. Cela devient facile d'être convaincu qu'un politicien que nous méprisons avant est maintenant

¹⁶ Ibidem, page 19.

¹⁷ Par exemple, *Guardian*, « *EU referendum: full results and analysis* » (« Résultats complets et analyse du référendum sur l'UE ») : <http://www.theguardian.com/politics/ng-interactive/2016/jun/23/eu-referendum-live-results-and-analysis>

¹⁸ Voir le rapport de la fondation Joseph Rowntree sur les villes en déclin : <https://www.jrf.org.uk/report/uneven-growth-tackling-city-decline>

¹⁹ Le Lexit est une fantaisie proposée par quelques gauchistes au RU qui proposent à tous les pays de quitter l'UE (Voir : <http://www.leftleave.org/>).

« quelqu'un de bien » parce qu'il a défendu l'intégrité de l'UE et, par conséquent (en principe), la liberté de mouvement, ou parce qu'il aurait le pouvoir de s'opposer au Brexit (le Parti national écossais donnait l'impression qu'il pouvait le faire à un moment donné !).

Quelle que soit l'issue finale – et il est tout à fait possible que le Brexit ne se réalise pas²⁰ – les effets immédiats du vote continueront à être sombres :

Poursuite du ralentissement de l'économie alors que l'investissement est différé.

Il y a déjà un ralentissement significatif dans le secteur de la construction (qui constitue environ 6 % du PIB), bien que ce secteur fût en « récession » (contraction durant deux trimestres successifs) bien avant le référendum²¹. Les dépenses en infrastructures ont nettement décliné, avec une baisse de 23 % en juillet 2016, si l'on compare à juillet 2015. Il y a également 2 000 maisons en moins en construction que le mois précédent²².

Baisse des salaires réels compte tenu de la chute de la Livre. C'est un point évident, mais il faut tout de même le souligner. La Grande-Bretagne est un pays où la plupart des marchandises achetées avec les salaires sont importées, de telle sorte qu'une baisse de la livre se traduit toujours par une baisse des salaires réels. C'est ainsi depuis les années 1970 mais c'est plus fort de nos jours.

²⁰ Theresa May (la première ministre au moment de la rédaction de ce texte) a déjà affirmé que l'Article 50 ne sera pas invoqué au moins jusqu'à la fin 2016. En attendant, il y a une plainte portée par, entre autres, un responsable d'investissements en ligne, pour essayer d'amener un débat parlementaire sur le Brexit avant que l'Article 50 ne soit invoqué. Cela semble avoir une potentialité légale et pourrait encore provoquer une « crise constitutionnelle » dans un pays sans constitution. Voir : <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-08-08/how-a-hairdresser-s-lawsuit-could-spell-trouble-for-brexit>

²¹ « *Construction in recession even before Brexit vote, official figures show* » (« Les données officielles montrent que la construction était en récession même avant le Brexit »), *Independent*, 12 août 2016 :

<http://www.independent.co.uk/news/business/news/construction-in-recession-even-before-brexit-vote-official-figures-show-a7186486.html>

²² « *Brexit: Infrastructure spending falls by 20% after EU referendum* » (« Brexit : les dépenses en infrastructure chutent de 20 % après le référendum »), *Independent*, 23 août 2016 :

<http://www.independent.co.uk/news/business/news/brexit-eu-referendum-economy-eu-referendum-infrastructure-spending-falls-a7204101.html>

Impact sur le NHS²³ et les autres services publics du fait du départ possible des travailleurs. Environ 5 % de tout le personnel du NHS, y compris 10 % de médecins, sont originaires d'autres pays membres de l'UE. La Confédération NHS (une association de directeurs de services de santé) a déjà prévenu que le recrutement de travailleurs de l'UE ralentit déjà et que cela pourrait sérieusement exacerber la pénurie de personnel du NHS²⁴. L'incertitude concernant le statut des travailleurs de l'UE conjuguée à la baisse du cours de la Livre rendront l'emploi beaucoup moins attractif. Il y a déjà des cas de travailleurs souhaitant quitter le NHS pour de meilleurs emplois à l'étranger²⁵, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada et les USA devenant plus populaires que jamais.

Montée du racisme et de la xénophobie. Il y a eu une augmentation immédiate des « crimes de haine » rapportés après le résultat du référendum. Dans la seconde moitié du mois de juillet 2016, le niveau était de 40 % plus élevé comparé à la même période en juillet 2015²⁶. Dans plusieurs cas, l'agression verbale était directement liée au référendum. Récemment deux attaques ont été perpétrées contre des hommes polonais à Harlow, à douze heures d'intervalle. La première a eu lieu le

²³ Le *National Health Service* (NHS) est le système de santé publique du Royaume-Uni.

²⁴ « *Brexit 'will make NHS staff shortages worse'* » (« Le Brexit va aggraver les pénuries de personnel »), BBC News, 30 juin 2016. Voir : <http://www.bbc.co.uk/news/health-36664094>

²⁵ « *Brexodus: 'Brain drain' fears as NHS workers seek to emigrate after Leave vote* », (« Le Brexodus : crainte d'une 'fuite des cerveaux' alors que des travailleurs du NHS cherchent à émigrer après le vote en faveur du Leave »), *Sunday Post*, 3 juillet 2016. Voir : <https://www.sundaypost.com/news/political-news/brexodus-disillusioned-nhs-staff-wanting-leave-brexit-vote-spark-fears-brain-drain/>

²⁶ « *In numbers: Has Britain really become more racist?* » (« En chiffres : La Grande Bretagne est-elle vraiment devenue plus raciste ? »), BBC News, 10 août 2016.

<http://www.bbc.co.uk/news/magazine-36964916>

Bien entendu, il est de rigueur de rester sceptique sur le comptage des « crimes de haine ». Non seulement, le niveau de faits rapportés varie grandement par rapport au niveau réel de violence (généralement les crimes sont sous-rapportés), mais la définition de ces crimes comme « crimes de haine » (dans le Royaume-Uni du moins), est parfaitement subjective. Si une victime déclare qu'elle a été attaquée en raison de sa race, par exemple, alors cette violence sera enregistrée comme une agression raciale, même s'il n'y a pas eu de violence verbale raciste. Cette politique est consignée dans le « *Guide opérationnel sur les crimes de haine* » du Centre de formation de la police.

27 août et a été fatale à l'une des victimes. La lumière n'a pas encore été faite sur les motifs de ces agressions (par exemple, il n'a pas été rapporté de violence verbale xénophobe), toutefois le fait que ces attaques ont été largement considérées comme des crimes de haine montre le genre d'atmosphère qui règne dans plusieurs parties du Royaume-Uni. Quelques preuves montrent également que l'augmentation des attaques racistes et xénophobes est particulièrement sévère dans les zones qui ont massivement voté en faveur du *Leave*²⁷.

Des restrictions (encore non précisées) sur la liberté de circulation. Nous ignorons encore ce qu'il en sera réellement, mais n'oublions pas que cela pourrait affecter les droits à étudier, à prendre notre retraite et à travailler là où nous le souhaitons ! Il est certain que le manifeste de 2015 des Tories engageant à réduire l'immigration nette annuelle vers le Royaume-Uni de « dizaines de milliers, voire de centaines de milliers » ne sera pas réalisé – May est une pragmatique, pas une kamikaze UKIP qui veut faire exploser l'économie britannique – mais il y aura tout de même quelques sales réajustements concernant les droits des travailleurs migrants, touchant particulièrement les moins qualifiés d'entre eux.

Tensions attisées en Irlande du Nord. Le vote en faveur du *Remain* en Irlande du Nord 56 % n'est pas si simple qu'il y paraît au premier abord. Les quartiers historiquement protestants ont massivement voté en faveur du *Leave* – comme moyen de préserver l'identité propre du Royaume-Uni, au sein duquel les Protestants peuvent garder un statut privilégié, voire même pour des raisons religieuses²⁸. La pierre angulaire de l'accord de paix de 1998 qui a été maintenu jusqu'ici était que le Royaume-Uni et l'Irlande seraient tous deux membres de l'UE, et que la frontière entre les deux pays (jadis gardée par des clôtures barbelées et des mitrailleuses) devenait aussi symbolique que celle entre la France et la Belgique.

Tout ceci pourrait changer si le Royaume-Uni essaie de contrôler l'immigration et le commerce non réglementé en provenance de l'UE.

²⁷ « *Brexit: Surge in anti-immigrant hate crime in areas that voted to leave EU* » (« Brexit : poussée des crimes de haine anti-migrants dans les zones qui ont voté *Leave* »), *Independent*, 31 juillet 2016. Voir : <http://www.independent.co.uk/news/uk/crime/brexit-hate-crime-racism-immigration-eu-referendum-result-what-it-means-eurospectic-areas-a7165056.html>

²⁸ « *For hard-line Protestants, leaving Europe is a matter of eschatology* » (« Pour les Protestants partisans d'une ligne dure, quitter l'Europe relève de l'eschatologie »), *Economist*, 24 juin 2016. Voir : <http://www.economist.com/blogs/erasmus/2016/06/ulster-evangelicals-brexit>

Immédiatement après le vote, le Premier Ministre adjoint, Martin McGuinness, (Sinn Féin) a appelé à l'organisation d'un référendum sur l'unification de l'Irlande du Nord avec la République d'Irlande. Ce sur quoi le Premier Ministre Arlene Foster (un membre du DUP généralement protestant) a déclaré que ce n'était pas à l'ordre du jour²⁹. Sur le terrain, les quartiers protestants et catholiques demeurent profondément divisés, avec des « murs de paix » (des fortifications anti-pogrom) encore en place et toujours nécessaires. Ouvrir la question de l'Irlande réunifiée pourrait relancer le conflit sanglant et amer qui n'a jamais été véritablement résolu et qui a divisé la classe ouvrière pendant des décennies.

Séparation de l'Écosse et du Royaume Uni. L'Écosse a fortement voté (62 %) en faveur du *Remain*. La Première Ministre Nicola Sturgeon a rapidement appelé à ce que l'Écosse non seulement reste dans l'Europe mais encore qu'elle adopte l'Euro. Le système de protection sociale écossais, légèrement plus généreux que celui de l'Angleterre, repose en grande partie sur la rente pétrolière et ne pourra pas durer éternellement, ce qui du coup rend sensé d'accepter l'Euro comme monnaie plus stable que la Livre, laquelle devient de plus en plus chancelante. Rejoindre l'UE donnerait un signal fort aux investisseurs susceptibles d'investir en Écosse plutôt qu'en Angleterre, à l'instar de cette rumeur à propos de Nissan à Sunderland. Mais une Écosse indépendante ferait face à une violente opposition de la part de l'Espagne parce que cette indépendance d'une petite nation pourrait bien donner des idées à d'autres, en commençant par la Catalogne... Le potentiel « effet domino » du nationalisme des petits-États ne sera pas bénéfique à la classe ouvrière puisque davantage de divisions pourraient s'ensuivre.

De plus en plus de craquelures apparaissent entre les pays membres de l'UE. Lors d'un récent sommet convoqué en urgence à Bratislava, le 16 septembre (sans le Royaume-Uni) trois positions ont émergé sur la question des migrants :

- L'Italie et la Grèce, qui actuellement accueillent presque tous les migrants poussent à une répartition et une gestion commune des flux migratoires. Le premier ministre italien, Matteo Renzi a accusé la France et l'Allemagne de laisser les pays

²⁹ « *EU referendum: Martin McGuinness calls for referendum on united Ireland* », (« Le référendum sur l'UE : Martin McGuinness appelle à un référendum pour une Irlande unie »), *Daily Telegraph*, 24 juin 2016. Voir : <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/06/24/eu-referendum-martin-mcguinness-calls-for-referendum-on-united-ir/>

aux « frontières », en Méditerranée, se débrouiller seuls.

- La France et l'Allemagne doivent affronter des problèmes politiques internes et tentent de remettre continuellement à plus tard la répartition des migrants entre les pays membres, soutenue auparavant par un bon nombre de pays du Nord de l'UE et par l'Espagne, qui a installé depuis longtemps son propre mur, avec la complicité du Maroc.
- Le Groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie) ont ouvertement appelé à bloquer les migrants. Ces membres ont marqué une fracture avec le reste des pays membres en publiant officiellement leur propre déclaration au terme du sommet.

En guise de conclusion

Comme communistes et combattants de classe, il est clair que nous avons à nous opposer au mythe le plus cohérent colporté par les protectionnistes de gauche et de droite – cette idée qu'en restreignant le fonctionnement du marché, l'État peut rendre la vie meilleure à la classe ouvrière, que ce soit par des restrictions de la liberté de circulation des migrants « voleurs d'emploi » ou de l'importation de marchandises et de l'exportation de capital.

Ce n'est pas la « mondialisation » qui a causé la chute des salaires pour un grand nombre de travailleurs dans toute l'Europe et aux USA. C'est le fait que le rapport de force entre les classes est largement en faveur des patrons. C'est une expression du manque d'indépendance politique du prolétariat. Fort heureusement, l'histoire a montré que cet état de choses n'est ni inévitable ni permanent. Si les salaires et les conditions de travail s'améliorent, c'est en raison du combat collectif des travailleurs, et non en raison de restrictions de droite sur l'immigration ou de nationalisations de gauche d'entreprises privées.

Nous avons aussi à nous opposer à toute idée qui laisserait penser qu'un arrangement particulier de la société capitaliste rendra la classe ouvrière plus forte ou améliorera son sort. Il est tentant de dire que nous préférons un monde « globalisé » avec la liberté de circuler et une classe ouvrière « cosmopolite » où les prolétaires sont en communication et en coopération continues, les uns avec les autres à travers les continents (et, oui, nous préférons cela, bien sûr !). Mais les libertés

apparemment garanties au prolétariat par la mondialisation ne sont jamais définitivement acquises, comme les migrants de Syrie et d'ailleurs l'ont vite remarqué concernant la « liberté de mouvement ».

Pareillement, la croissance de la conscience prolétaire internationaliste n'est pas garantie par la mondialisation. Le même marché mondial qui fait coopérer les travailleurs à travers les frontières et les chaînes d'approvisionnement les place aussi en concurrence les uns avec les autres. C'est beau de penser que l'UE facilite la solidarité entre les travailleurs dans des pays européens voisins, particulièrement compte tenu de la nature quasi symbolique de nombreuses frontières. Mais il y a eu très peu de cas illustrant ceci. Au moment d'écrire, il y a eu récemment une grève des employés à bord des trains sur la ligne Eurostar reliant la France et le Royaume Uni... mais uniquement du côté britannique !

Les pessimistes arguent souvent que, avant la révolution, la domination du nationalisme sur la classe ouvrière est inévitable. Ceci afin de justifier la totalité du compromis de classe social-démocrate – un parti socialiste séparé et un « programme socialiste spécifique » pour chaque pays. Mais même dans des luttes « réformistes » d'aujourd'hui, le nationalisme peut être combattu ! Lors de la grève à la raffinerie de Lindsey, en 2009³⁰, on a bien vu un clair conflit entre les tendances nationalistes et internationalistes parmi les ouvriers grévistes, et ces dernières ont gagné (au moins pour un temps).

Le fait que tant de prolétaires ont voté en faveur du *Leave* signe la faiblesse de notre classe d'autant plus que beaucoup ont estimé qu'ils devaient participer au référendum et qu'ils se souciaient du résultat. Nous devons souligner qu'il n'existe pas un vote « correct » – le vote en faveur du *Leave* était anti-immigrés (c'est d'ailleurs ce que les partisans du *Leave* ont ouvertement déclaré) et le vote en faveur du *Remain* était un vote pour l'ordre capitaliste, pour une économie forte dans laquelle les travailleurs ont supposément leur place. Et ce n'est pas juste le référendum en lui-même... En l'absence d'indépendance politique de la classe, il est difficile de ne pas être aspiré par les stupidités des politiques bourgeoises.

C'est particulièrement vrai maintenant que la montée des partis réactionnaires de droite et de gauche, de concert avec les politiciens « antisystème » à l'intérieur des partis du « système », a créé en apparence *tant et tant de*

³⁰ Voir : « Grève de la raffinerie de Lindsey : une lutte empêtrée dans le nationalisme » <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0930.pdf>

choix. Il y a aujourd'hui une étagère complète au supermarché des produits politiques, depuis la Gauche « *équitable, bio* » à la Droite « *produisant localement* ». La Corbyn-mania est simplement la dernière manifestation de cette tendance au Royaume-Uni (environ 300 000 personnes ont rejoint le Parti travailliste l'année dernière – 183 000 d'entre eux en une seule semaine en juillet). La facilité avec laquelle le cynisme traditionnel envers les politiciens est balayé montre seulement que ce cynisme n'a jamais été une expression de la conscience de classe.

L'indépendance politique du prolétariat n'a rien à faire avec un tournant radical dans les positions des politiques patronales, que ce soit le « *Lexit* » ou « *une Europe des travailleurs* », mais doit toujours reposer sur le combat contre les conditions matérielles de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. La politique de notre classe consiste à étendre et à approfondir la lutte de classe, et non pas chercher à proposer une meilleure manière de gérer le capital, soi-disant pour notre bénéfice.

Comme communistes, nous sommes contre tout État, peu importe les couleurs dans lesquelles il

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par-là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. »

« Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. »

Marx, Engels, 1848, « *Le Manifeste du Parti Communiste* », Chapitre 2 « *Prolétaires et Communistes* »³¹

se drape, maintenant et pour toujours. Mais aujourd'hui l'existence d'un État fort et efficient (c'est-à-dire capable de valoriser le capital dans l'aire qu'il contrôle, capable de dépasser les conflits au sein de son élite dirigeante) force le prolétariat qui s'y oppose à être plus intelligent et plus efficient. Bien sûr, pour nous, toutes les nations (petites ou grandes) sont des communautés fictives.

Nous sommes « indifférents » envers toute question nationale, et nous n'avons aucun « dogme » pour ce qui regarde la refonte des États. Si une séparation a lieu (comme ce fut le cas entre la Tchéquie et la Slovaquie), basée sur un accord commun sans guerre civile, nous ne prenons parti pour aucun camp. Lorsque des guerres civiles ont lieu, nous nous opposons à tous les camps, comme dans toute guerre capitaliste. Là où des réarrangements étatiques ont lieu, il n'y a aucun résultat « bon » ou « mauvais » en soi, et nous devons toujours faire attention à ce qui s'est réellement passé et étudier les conséquences économiques, l'attitude de la classe ouvrière et les possibilités d'une résurgence du combat de classe.

³¹ Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>